

[Législatives 2024]

Synthèses des micro-chiffrages

Nouveau Front populaire

Porter le budget de la culture à 1 % du PIB et celui du sport à 1 % du budget de l'État

"Renforcer le budget public consacré à l'art, la culture et la création pour le porter à 1 % du PIB par an... Porter les moyens du ministère des sports à 1 % du budget de l'État."

Contrat de législature, Nouveau Front populaire

Estimation
du coût par an

20,2 Md€

à horizon 2027

Les comptes nationaux de l'Insee (3.301 – Dépenses des administrations publiques (S13) ventilées par fonction) montrent que les dépenses publiques de sport représentent 14,662 Md€ en 2022 et que celles de la culture atteignent 18,343 Md€. Par une simple règle de proportionnalité, 1 point de PIB 2022 représente 25,4 Md€, d'où l'écart avec le coût final, qui est augmenté de la croissance du PIB entre 2022 et 2025.

Augmenter de 10 % le point d'indice des fonctionnaires

"Augmenter les salaires par le passage du SMIC à 1600 € net, par la hausse de 10 % du point d'indice des fonctionnaire (intégralement compensée pour les collectivités territoriales), augmenter les indemnités des stagiaires, le salaire des apprentis et des alternants."

Contrat de législature, Nouveau Front populaire

Estimation
du coût par an

20 Md€

à horizon 2027

Pour chiffrer cette mesure il est fait l'hypothèse d'une revalorisation du point fonction publique de 10 points, avec un coût de 2Md€ par point.

Nouveau Front populaire

Introduire une garantie d'autonomie qui complète les revenus des jeunes situés sous le seuil de pauvreté

"Mettre en place une garantie d'autonomie qui complète les revenus des ménages situés sous le seuil de pauvreté (accessible dès 18 ans pour les personnes indépendantes fiscalement et dès 16 ans pour les élèves de l'enseignement professionnel)."

Contrat de législature, Nouveau Front populaire

Estimation
du coût par an
12,3 Md€
en 2025

Le chiffrage de cette mesure s'appuie en partie sur le chiffrage de la proposition 2022 : [Financer l'autonomie des jeunes détachés du foyer fiscal parental grâce à la garantie d'autonomie, qui les portera au-dessus du seuil de pauvreté](#) (1 063 euros pour une personne seule).

Abolir la "taxe Macron" de 10 % sur les factures d'énergie

"Abolir la taxe Macron de 10 % sur les factures d'énergie, annuler la hausse programmée du prix du gaz au 1^{er} juillet, plafonner des frais bancaires, faire la gratuité des premiers kWh, abolir les coupures d'électricité, de chaleur et de gaz (hors trêve hivernale), annuler les réformes Macron sur le revenu de solidarité active (RSA)."

Contrat de législature, Nouveau Front populaire

Estimation
du coût par an
8,8 Md€
en 2025

La TICFE a été abaissée pendant la crise ukrainienne afin de compenser les hausses momentanées des prix de l'énergie. Le Gouvernement a prévu de revenir sur ces mesures au regard de la baisse des prix de l'énergie. Le chiffrage se fait à partir du programme de stabilité pour la France d'avril 2024 qui présente en [page 21](#) le coût d'ensemble de cette mesure. Il est estimé également que la "dernière partie du chemin", correspondant à une dernière hausse attendue pour début 2025 dans le cadre d'un retour à la normale après quelques années en-deçà, ne serait pas réalisée.

Nouveau Front populaire

Lancer un plan pluriannuel de recrutement des professionnels du soin et du médicosocial et de revalorisation des métiers et des salaires

"Engager un plan pluriannuel de recrutement des professionnels du soin et du médico-social (médecins, infirmiers, aides soignants, personnels administratifs) et de revalorisation des métiers et des salaires."

Contrat de législature, Nouveau Front populaire

Estimation
du coût par an
4,6 Md€
à horizon 2027

Le chiffrage de cette mesure s'appuie en partie sur le chiffrage de la proposition de 2022 : "Former, qualifier et recruter en nombre suffisant le personnel nécessaire : au moins 210 000 personnes pour pouvoir respecter un ratio minimal d'encadrement "au chevet" des résidents.

Le SMIC net annuel est de 16 784,32 €. En retenant une revalorisation équivalente à celle déjà accordée en 2023 (+183 € net par agent à temps plein) pour 500 000 agents (DREES, Infographie : [L'hébergement des personnes âgées en établissement - Les chiffres clés](#), 05/06/2019), on obtient le coût supplémentaire de la revalorisation.

Proposer des avances à 0 % sur 1 ou 2 ans pour les PME-TPE dont la situation financière est difficile

"Des avances à 0 % sur 1 ou 2 ans, par le pôle public bancaire, pour les PME-TPE dont la situation financière est difficile."

Contrat de législature, Nouveau Front populaire

Estimation
du coût par an
3,5 Md€
à horizon 2027

L'encours de crédits aux PME à fin 2023 est de 567,7 Md€ ([Banque de France](#)), pour une durée moyenne concernant l'investissement d'une dizaine d'années ([Financement des entreprises](#), décembre 2023, 8 Février 2024), ce qui signifie que le flux annuel de nouveaux crédits est de l'ordre de 57 Md€ par an auxquels il faut ajouter l'accroissement annuel moyen observé au cours des dix dernières années (20,5 Md€ selon la [Banque de France](#)), soit un total de près de 80 Md€ par an de nouveaux crédits chaque année. Sur ces nouveaux crédits, 96 % des PME se voient accorder leur demande de prêt d'équipement et 86 % leur demande de prêt de trésorerie. Avec 56 144 défaillances de PME sur l'année 2023 ([Banque de France](#)) sur 1 277 813 (Insee Références, 06/12/2023, [Les entreprises en France](#), Édition 2023), soit 4,4 % des PME (chiffre cohérent avec les demandes refusées par les banques de prêt de trésorerie : chaque trimestre, un peu plus d'1 % des PME font une demande de prêt de trésorerie qui leur est refusée et de 1 à 2 % des TPE, pour un encours à horizon 2027 de $80 \times 3 \text{ Md€} = 240 \text{ Md€}$ environ, soit une perte de 10,5 Md€ (= $240 \text{ Md€} \times 4,4 \%$), soit 3,5 Md€ en moyenne par an jusqu'en 2027.

Nouveau Front populaire

Relancer la création d'emplois aidés pour les associations, notamment sportives et d'éducation populaire

"Relancer la création d'emplois aidés pour les associations, notamment sportives et d'éducation populaire."

Contrat de législature, Nouveau Front populaire

Estimation
du coût par an
2,6 Md€

Le nombre de contrats aidés a nettement diminué depuis 2016 : il est en avril 2024 de 46 902 pour les PEC ([base de données POEM](#)) et de 14 271 pour les CUI ([base de données POEM](#)), soit au total un peu plus de 61 000 contrats aidés, contre de l'ordre de 400 000 en 2016. L'hypothèse du programme est un retour à ces niveaux avec environ 340 000 emplois aidés supplémentaires. L'aide de l'Etat représente entre 30 et 95 % du coût du SMIC pour chaque contrat aidé : il est considéré que la prise en charge moyenne par l'Etat est de 50 % du coût du SMIC, avec un taux de temps partiel égal à celui retrouvé chez les autres salariés (les 17,4 % de travailleurs à temps partiel travaillent approximativement en moyenne à mi-temps).

Soutenir la filière du bio et l'agroécologie

"Soutenir la filière du bio et l'agroécologie, encourager la conversion en bio des exploitations en reprenant leur dette dans une caisse nationale et garantir un débouché aux produits bio dans la restauration collective."

Contrat de législature, Nouveau Front populaire

Estimation
du coût par an
2,4 Md€

Le chiffrage de cette mesure s'appuie en partie sur le chiffrage de la proposition 2022 : Porter à 100 % la part de l'alimentation biologique et locale dans les cantines scolaires. On compte en France 2 767 828 ha de bio pour 61 163 Fermes engagées en bio en 2023, soit 45 ha / exploitation en bio et 305 670 ha en conversion. Les rendements du bio sont moindres que ceux du conventionnel de l'ordre de 40 à 50 % tandis que les prix à la consommation sont plus élevés selon l'Insee (75 % selon UFC que choisir), pour près de 100 %. En 2023, le résultat de la branche agricole a été de 33,5 Md€ (L'agriculture en 2023 - Les comptes nationaux prévisionnels de l'agriculture en 2023, Documents de travail, n° 2023-23, 20/12/2023) pour 26 706 912 ha en France, soit un résultat d'exploitation de 1254 € / ha. Pour une exploitation bio moyenne de 45 ha, la conversion occasionne donc un coût de 35 % x 45 x 1254 = 20 000 € environ. Or, les aides à la conversion bio représentent autour de 200 M€ / an (Cour des comptes, Rapport public thématique - Le soutien à l'agriculture biologique, Évaluation de politique publique, juin 2022), soit 15 000 € par exploitation (sous l'hypothèse de 45 ha / exploitation). Le soutien du bio pourrait donc être revalorisé de 0,1 Md€ afin de converger vers l'ensemble du coût de la conversion.

Nouveau Front populaire

Adopter une loi intégrale pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles en portant le budget à 2,6 milliards d'euros

"Adopter une loi intégrale pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles en portant le budget à 2,6 milliards d'euros comme demandé par les associations."

Contrat de législature, Nouveau Front populaire

Estimation
du coût par an
2,1 Md€
à horizon 2027

Chiffrage annoncé, contre un budget actuel pour 2024 de 0,5 Md€ de l'axe : Combattre les violences faites aux femmes, protéger les victimes et prévenir la récurrence (DPT 2024 - Politique de l'égalité entre les femmes et les hommes).

Abroger la loi asile et immigration

"Abroger les lois asile et immigration de Macron."

Contrat de législature, Nouveau Front populaire

Estimation
du coût par an
1,3 Md€

La loi réduit l'attribution d'allocations familiales pour les immigrés récemment arrivés (5 ans de résidence ou 30 mois d'activité professionnelle pour toucher les prestations familiales ou d'autres allocations) : cette mesure a été chiffrée dans le cadre de la campagne présidentielle 2022 : Le chiffrage était de 2,3 Md€ sur la base d'un délai uniforme pour tous de 5 ans (et non pas de 30 mois pour les immigrés ayant un emploi). De ce fait, étant donné que le taux de participation au marché du travail est de 76 % pour les immigrés (selon l'Insee) et que le taux de chômage est de 13 % pour les immigrés quand il est de 7 % pour les résidents en moyenne, les immigrés ayant un emploi représentent donc approximativement 63 % (=76 % - 13 %) de la population immigrée. Le chiffrage de la mesure initiale peut donc être corrigé de $30 / (5 \times 12)$ pour 63 % de la population considérée (et laissé inchangé pour le reste de la population immigrée), soit une diminution de $(5 \times 12 - 30) / (5 \times 12) \times 63 \%$ du coût de la mesure hors APL.

C'est encore différent pour les APL : le gain obtenu d'étalement sur 5 ans est évalué à 0,77 Md€. Mais la mesure de la loi mentionne que ceux qui travaillent pendant 3 mois ont le droit aux APL directement. Sur ce volet, le gain est de $(5 \times 12 - 3) / (5 \times 12) \times 63 \%$. Par rapport à la mesure initialement chiffrée du programme 2022 de Valérie Pécresse, l'économie dégagée est donc pratiquement divisée par deux.

Nouveau Front populaire

Relancer la construction du logement social en revenant sur les coupes de Macron pour les organismes HLM de 1,4 milliard d'euros annuels

"Relancer la construction du logement social en revenant sur les coupes de Macron pour les organismes HLM de 1,4 milliard d'euros annuels."

Contrat de législature, Nouveau Front populaire

Estimation
du coût par an
1,3 Md€
à horizon 2027

Chiffrage de la [note d'exécution budgétaire \(NEB\)](#) Cohésion des territoires pour 2028.

Mettre en place un fonds de solidarité pour le développement des TPE / PME pour la reprise à 0 % de leurs charges financières

"Un fonds de solidarité pour le développement des TPE / PME pour la reprise à 0 % de leurs charges financières."

Contrat de législature, Nouveau Front populaire

Estimation
du coût par an
1,3 Md€
à horizon 2027

Les crédits au PME représentent à fin 2023, 42 % de l'encours des sociétés non financières (ou SNF). La charge d'intérêt annuelle des SNF est de 200 Md€ en 2023, soit (par une règle de trois), 84 Md€ pour les PME ([Comptes nationaux 2023 des SNE](#), S11). En supposant que ce fonds de solidarité ne soit actif que pour une PME sur dix, pour des questions de développement (choix des PME qui veulent uniquement se développer, par exemple sur le critère de la productivité du capital, pour les entreprises sous-capitalisées) et sachant que le renouvellement des crédits s'étale sur une vingtaine d'années, le coût pris en charge dans le cadre de cette mesure serait de 84 Md€ x 3 / 10 / 20.

Nouveau Front populaire

Garantir des tarifs accessibles et des mesures de gratuité dans les transports publics et baisser la TVA sur la tarification des transports en commun à 5,5 %

"Garantir des tarifs accessibles et des mesures de gratuité ciblée (jeunes, précaires, etc) dans les transports publics et baisser la TVA sur la tarification des transports en commun à 5,5 %."

Contrat de législature, Nouveau Front populaire

Estimation
du coût par an
1,2 Md€

La TVA sur les transports de voyageurs est aujourd'hui à 7 % (article 279 du code général des impôts). Les dépenses des ménages en transports collectifs ont été de 32,6 Md€ en 2022 ([Chiffres clés des transports](#), Édition 2024, mars 2024, ministère de l'écologie et du développement durable). Le coût est donc de 1,5 % x 32,6 Md€. Par ailleurs, les jeunes en difficultés représentent 1,4 millions de personnes : la gratuité représenterait un coût supplémentaire de 1,4/65 x 32,6 Md€ (65 millions de français dont l'âge est supérieur à 4 ans, âge où les transports sont généralement gratuits).

Faire une loi de programmation de la recherche plus ambitieuse

"Faire une loi de programmation de la recherche plus ambitieuse."

Contrat de législature, Nouveau Front populaire

Estimation
du coût par an
0,7 Md€

L'objectif de la loi est de renforcer la recherche en France, notamment en consacrant 5 Md€ de plus de budget annuel à la recherche. L'hypothèse retenue est donc de renforcer ce mouvement à hauteur d'1 Md€ à l'horizon 2030, soit 0,7 Md€ à l'horizon 2027.

Nouveau Front populaire

Proposer la revalorisation du travail de nuit et du week-end pour les personnels de l'hôpital

"Organiser une conférence de sauvetage de l'hôpital public afin d'éviter la saturation pendant l'été, proposer la revalorisation du travail de nuit et du week-end pour ses personnels."

Contrat de législature, Nouveau Front populaire

Estimation
du coût par an
0,6 Md€

Le chiffrage est réalisé en faisant l'hypothèse d'un doublement à partir des chiffres de la Cour des Comptes des primes pour le travail de nuit et de fin de semaine ([RALFSS 2024](#)).

Assurer l'isolation complète des logements, en renforçant les aides et garantissant leur prise en charge complète pour les ménages modestes

"Assurer l'isolation complète des logements, en renforçant les aides pour tous les ménages et garantissant leur prise en charge complète pour les ménages modestes."

Contrat de législature, Nouveau Front populaire

Estimation
du coût par an
0,46 Md€

La prise en charge de MaPrimeRenov' pour les ménages les plus modestes est de 90 %. En augmentant de 10 points les coefficients de subvention de MaPrimeRenov', nous arrivons au résultat souhaité. MaPrimeRenov' coûte de l'ordre de 4,6 Md€ par an en PLF 2024. Un accroissement de 10 % représenterait donc près de 0,5 Md€.

Nouveau Front populaire

Accessibilité financière aux musées

"Étendre la gratuité dans tous les musées nationaux, garantir une tarification abordable dans les institutions publiques et encadrer les tarifs abusifs des lieux privés."

Contrat de législature, Nouveau Front populaire

Estimation
du coût par an
0,3 Md€
en 2025

Chaque année dans les musées nationaux, 15 à 20 millions d'entrées se trouvent être payantes, selon le [ministère de la culture](#). Sachant que les grands musées nationaux (Louvre, Musée d'Orsay, etc.) représentent la majorité des entrées, et que le coût moyen d'un ticket est de 15 €, le coût total de cette mesure représenterait 300 millions d'euros.

Rénovation des bâtiments publics

"Accélérer la rénovation des bâtiments publics (écoles, hôpitaux, etc)."

Contrat de législature, Nouveau Front populaire

Estimation
du coût par an
0,2 Md€
en 2025

Entre 2022 et 2027, la rénovation des bâtiments publics devait coûter 1,8 Md€ pour l'État et 0,5 Md€ pour les Collectivités Territoriales. Le NFP propose d'augmenter cette enveloppe de 50 %, ce qui conduirait à une augmentation des coûts de 200 millions d'euros.

Nouveau Front populaire

Recruter des fonctionnaires pour lutter contre la fraude fiscale et douanière

"Recruter massivement des fonctionnaires et leur donner des moyens pour lutter efficacement contre la fraude fiscale et douanière."

Contrat de législature, Nouveau Front populaire

Estimation
du coût par an

0,1 Md€

en 2025

Le salaire net d'un inspecteur des impôts est d'un peu plus de 27 000 € en moyenne par an. Dans l'hypothèse d'un recrutement de 5000 fonctionnaires, cela conduirait à un coût d'un peu plus de 100 millions d'euros sur l'année 2025.

Dispositif de crédit bonifié pour les PME-TPE

"Un dispositif de crédit bonifié pour les PME-TPE souhaitant se développer : financement à 0 %, voire à taux négatif, de leurs investissements, le taux étant d'autant plus abaissé que ceux-ci sont utiles socialement et écologiquement."

Notre proposition macroéconomique, Nouveau Front populaire

Estimation
du coût par an

mesure trop imprécise

De nombreux dispositifs de subventions et de prêts existent déjà notamment pour permettre des investissements écologiques (PEE, crédits d'impôts, etc.) et correspondent, en soi, à une baisse du taux d'intérêt. Sans spécifications plus explicites il est difficile de mesurer l'accessibilité d'un tel prêt pour les entreprises, les restrictions, et donc le poids pour les finances publiques.

Nouveau Front populaire

Abrogation de la réforme sur l'assurance chômage

"Abroger immédiatement [...] les réformes de l'assurance-chômage."

Contrat de législature, Nouveau Front populaire

Estimation
du coût par an
0€

La réforme n'étant pas entrée en vigueur, nous avons fait le choix de ne chiffrer que les mesures déjà en application.

Intensifier la rénovation thermique

"L'intensification de la rénovation thermique en privilégiant les rénovations globales, en augmentant les aides dédiées et en mettant en place le 0 reste à charge pour celles et ceux qui en ont besoin."

Contrat de législature, Nouveau Front populaire

Estimation
du coût par an
imprécis

La rénovation énergétique ayant déjà été en grande partie entamée, les mesures ayant été déjà adoptées par la précédente législature et l'intensification ne pouvant être particulièrement chiffrée, leur coût pour les finances publiques, en l'état, pourrait être marginal.

Nouveau Front populaire

Suppression de certaines niches fiscales polluantes

"La suppression des niches fiscales inefficaces, injustes et polluantes (25 milliards d'euros)."

Contrat de législature, Nouveau Front populaire

Estimation
du coût par an
imprécis

Les mesures imprécises ne sont pas chiffrées. Si le programme propose une économie de 25 milliards, il est à noter que les dépenses fiscales dites "brunes", c'est-à-dire polluantes, représentent un peu plus de 7 Md€ (Cour des comptes, [La prise en compte de l'environnement dans le budget et les comptes de l'État](#), mai 2023, p37) soit moins d'un tiers seulement des économies annoncées, et concernent particulièrement les agriculteurs et les transporteurs.

Renouveler le transport ferroviaire

"Renouveler et développer le transport ferroviaire avec un plan pour le rail et le fret."

Contrat de législature, Nouveau Front populaire

Estimation
du coût par an
imprécis

Les mesures imprécises ne sont pas chiffrées et le [Plan d'avenir pour les transports](#) présenté en février 2023 propose déjà d'importants investissements dans le transport ferroviaire.

Nouveau Front populaire

Garantir l'accès aux services publics

"Nous garantirons à tous l'accès aux services publics sur l'ensemble du territoire : chacune et chacun doit pouvoir bénéficier des services publics fondamentaux – écoles publiques, transports en commun, hôpitaux, crèches, EHPAD, etc. – à moins de 30 minutes de chez soi. Nous réparerons l'injustice particulière dont les Outre-mer sont les victimes en matière de déserts de services publics."

Contrat de législature, Nouveau Front populaire

Estimation
du coût par an
marginal

Cette mesure est déjà en cours d'application notamment avec la mise en place des Maisons France Services.

Mise en place de "l'impôt Zucman"

"Au bout de cette phase, les nouvelles recettes de l'État font porter le total à 150 milliards d'euros, notamment grâce [...] À l'application de l'impôt Zucman sur les bénéficiaires des multinationales (26 milliards d'euros)."

Contrat de législature, Nouveau Front populaire

Estimation
du coût par an
**mesure
difficilement
applicable d'ici
à 2027**

Les plus grosses fortunes de France représentent environ 800 Md€ de patrimoine (selon Challenge, 2023, <https://www.challenges.fr/classements/fortune/>). L'impôt proposé par M. Zucman conduirait à une taxation internationale de 2 % sur le patrimoine, sur le modèle du deuxième pilier de la proposition GloBE de l'OCDE, et qui rapporterait donc en France 16 Md€. Cependant, il faudrait convaincre nos partenaires internationaux de se positionner sur cette taxe et le temps multilatéral rend difficile l'atteinte d'un tel objectif d'ici à 2027.

Nouveau Front populaire

Revoir et allonger la formation des policiers

"Revoir et allonger la formation des policiers / Mettre en place un nouveau code de déontologie, supprimer l'IGPN et l'IGGN et les remplacer par un nouvel organisme indépendant, rattaché à la Défenseure des droits."

Contrat de législature, Nouveau Front populaire

Estimation
du coût par an
**marginal
pour 2025**

Rétablir des postes au sein de certains organismes publics chargés de la biodiversité

"Rétablir les milliers de postes supprimés dans le service public de suivi et de protection de la nature : à l'Office national des forêts, à l'Office français de la biodiversité, à Météo France, au Cerema."

Contrat de législature, Nouveau Front populaire

Estimation
du coût par an
**marginal
pour 2025**

Il y avait 5 258 emplois (en équivalent temps plein) dans les opérateurs (dont l'OFB) liés aux missions Paysages, eau et biodiversité en PLF 2018) et 5 375 en PLF 2024). Il n'y a donc pas eu de suppression de postes entre ces deux dates. Si l'on retient malgré tout un accroissement de 1000 postes à 20 000 € par an, le montant total correspondrait à un coût de 20 M€.

Nouveau Front populaire

Rendre l'impôt sur les successions plus progressifs et cibler les hauts patrimoines

"Un impôt sur les successions dorées qui rend l'impôt sur l'héritage plus progressif et cible les plus hauts patrimoines en instaurant une transmission maximale de 12 millions d'euros (17 milliards d'euros)."

Notre proposition macroéconomique,
Nouveau Front populaire

Estimation
des recettes
par an
9 Md€

Le chiffrage de cette mesure s'appuie en partie sur le chiffrage de la proposition 2022 : Augmenter les droits de succession sur les plus hauts patrimoines et créer un héritage maximal de 12 M€.

Augmenter de 0,25 point par an pendant 5 ans les cotisations vieillesse et moduler les cotisations sociales patronales

"Soumettre à cotisation les dividendes, la participation, l'épargne salariale, les rachats d'action, les heures supplémentaires."

Notre proposition macroéconomique,
Nouveau Front populaire

Estimation
des recettes
par an
6,3 Md€

L'annexe 4 du PLFSS 2024 montre que le coût des heures supplémentaires est de 1,7 Md€ (page 30). Si on y ajoute les exemptions d'assiettes (participations, épargne salariale, plan d'épargne retraite collective - PERCO -, retraite supplémentaire - dont les retraites chapeaux -, auxquels on ajouterait, dans une logique semblable et selon toute hypothèse, l'intéressement, les stock options et les attributions gratuites d'actions), qui représentent 4,57 Md€ en 2024, nous atteignons un total de recettes avoisinant les 6,3 Md€.

Nouveau Front populaire

Nouveau barème de 14 branches pour l'IR

"La mise en place d'un barème de 14 tranches de l'impôt sur le revenu pour le rendre plus progressif et la progressivité de la CSG (5,5 milliards d'euros)."

Notre proposition macroéconomique,
Nouveau Front populaire

Estimation
des recettes
par an

4,7 Md€

Le chiffrage de cette mesure s'appuie en partie sur le chiffrage de la proposition 2022 : Rendre l'impôt sur le revenu plus progressif avec un barème à 14 tranches.

Rétablir l'ISF avec une composante climatique

"Un impôt de solidarité sur la fortune (ISF) avec une composante climatique (15 milliards)."

Notre proposition macroéconomique,
Nouveau Front populaire

Estimation
des recettes
par an

3,5 Md€

Le chiffrage de cette mesure s'appuie en partie sur le chiffrage de la proposition 2022 : Rétablir et renforcer l'ISF incluant un volet climatique.

Nouveau Front populaire

Créer une surcotisation sur les hauts salaires

"Nous mobiliserons notamment une surcotisation sur les hauts salaires"

Notre proposition macroéconomique,
Nouveau Front populaire

Estimation
des recettes
par an
2,5 Md€

La masse salariale privée des personnes ayant des rémunérations supérieures à 5 000 € (pour un temps plein) en France était de l'ordre de 7 Md€ par mois en 2021 ([Insee Première, n° 1938, 16/02/2023, Les salaires dans le secteur privé en 2021](#)). En prenant une cotisation de 10 % de cette masse salariale au-delà de 5000 €/mois, cela reviendrait à générer 2,5 Md€ de recettes fiscales supplémentaires par an.

Instaurer une taxe kilométrique sur les produits importés

"Instaurer une taxe kilométrique sur les produits importés."

Contrat de législature, Nouveau Front populaire

Estimation
des recettes
par an
1 Md€

En dehors des difficultés juridiques que cela pourrait poser, le programme prévoit d'augmenter les droits de douane à hauteur d'1Md€, à rapporter aux 1024 Md€ d'importations françaises annuelles. Accroître le prix de ces importations de 0,1 % n'apparaît pas complexe en soi.